De la nature de l'ASSÉ et de sa respectabilité :

«Je pense que nous avons le devoir de ne rien cacher à la population de ce que nous croyons nécessaire et vrai. Combien de fois reculons nous devant l'exposé de notre programme parce que nous nous disons que tel ou tel article peut effrayer les gens. À nous de convaincre que cela est nécessaire et vrai.»

-Pierre Bourgeault

Une des particularités du syndicalisme étudiant de combat est sa volonté d'autonomie dans la construction de son discours politique et dans sa forme organisationnelle. Cette autonomie politique de l'ASSÉ peut se comprendre à travers le leitmotiv par lequel elle se définit: un syndicat démocratique, combatif et indépendant. La question de la démocratie et de l'indépendance sont intimement reliés à cette autonomie qui permet à l'ASSÉ de bâtir son discours en dehors du vase clos de l'idéologie dominante. Nous pouvons exemplifier cette autonomie d'une part du côté du discours et de l'autre dans notre pratique politique.

Depuis sa fondation en 2001, l'ASSÉ a mis au cœur de ses revendications la gratuité scolaire comme un projet politique pour la société québécoise. Au tournant des années 2000, la gratuité scolaire était un projet politique marginal dans l'espace public. La majorité des associations étudiantes n’en parlaient plus comme projet politique porteur d’avenir. Les mouvements sociaux (groupes communautaires et syndicats), qui avaient au cours des années 1970 des positions claires à l'endroit de la gratuité scolaire, se conformaient à l'air d'un temps refusant de mettre de l'avant une telle perspective pour l'avenir de l'éducation postsecondaire, marqué par le terne triomphalisme d'un libéralisme suffisant. Malgré la marginalité de la gratuité scolaire dans l'espace public québécois, l'ASSÉ a persisté à mettre de l'avant cette revendication, en faisant même la revendication centrale de sa campagne “Pour un réinvestissement pas n'importe comment” menée en 2006-2007. Ne se conformant pas au pragmatisme politique appelant à réduire nos revendications au cadre politique imposé par l'*establishment*, l'ASSÉ a réussi à faire avancer ce projet politique au cours des dix dernières années. Que ce soit la FTQ qui fut forcée - malgré le malaise de sa direction - à prendre position pour la gratuité scolaire lors de son congrès, la multiplication du nombre d'associations étudiantes se positionnant pour cela (même au sein des fédérations étudiantes) ou le Parti Québécois qui fut forcé non seulement de la considérer un temps des ridicules rencontres préparatoires, mais aussi d’imposer clairement son exclusion du Sommet final, cette revendication n'est plus l'idée marginale qu'elle était au tournant des années 2000. La capacité de l'ASSÉ à pousser contre vents et marées cette revendication explique l'espace de plus en plus important qu'elle prend.

Cette autonomie dans le discours qui a permis à l'ASSÉ de bâtir, au cours des dix dernières années, un projet politique “crédible” existe aussi dans les pratiques politiques de notre organisation. Le syndicalisme de combat duquel se réclame l'ASSÉ se base sur l'idée que seule la construction d'un rapport de force permanent face à l'État peut nous permettre d'infléchir ses décisions politiques. L'État n'est pas un organe neutre que l'on peut convaincre à travers une discussion s'appuyant sur des arguments rationnels. Ce faisant, l'ASSÉ a mis de l'avant la grève générale illimitée comme moyen de construire un rapport de force face à l'État. Celle-ci fut accompagnée d'une campagne d'actions collectives et directes visant à perturber l'économie et le politique qui s’est matérialisée au printemps 2012 dans la multiplication des blocages. La CLASSE a été critiquée à de nombreuses reprises pour les actions collectives qu'elle mettait de l'avant, étant accusée par le pouvoir de prôner la violence. La question du trajet de nos manifestations était aussi au cœur des critiques émises par l'État et ses laquais afin de marginaliser la CLASSE. La grève du printemps 2012 n'aurait pas eu la force de frappe qu'elle a eue si nous avions décidé d'être respectables aux yeux des bien pensants qui ne cherchaient qu'à pacifier la situation

Nos pratiques politiques furent aussi critiquées par l'État sous l'angle de notre mode de décision, les assemblées générales. Le gouvernement et les médias n'ont pas hésité à dénoncer le manque de “démocratie” à l'ASSÉ, considérant comme seul acte démocratique respectable le fait de mettre un bulletin dans une urne lors d'un référendum ou d'une élection. Cette conception de la démocratie est strictement individualisante, les étudiantes et étudiants devant décider de passer à l'action collective en s'isolant seul-e-s dans un espace et en ne se constituant pas en communauté de lutte. La force de nos assemblées générales était de réunir l'ensemble des étudiant-e-s dans une communauté politique au sein de laquelle ils avaient le pouvoir de changer les propositions et d'intervenir. Tout comme sur la question de la gratuité scolaire et des actions collectives de perturbation, l'ASSÉ a eu la force de préserver son autonomie organisationnelle en refusant de se conformer à ce que l'état jugeait légitime.

Cette autonomie dans notre discours et dans notre pratique politique furent critiquées tout au long de la grève dans l'espace public par les notables et chroniqueurs de droite. Ces critiques récurrentes ont mené une partie des étudiants et étudiantes à penser notre mouvement en vertu de l'image projetée par celui-ci dans les médias. Ce faisant, ils ont tenté de modeler la rue à l'image formatée que les médias tentaient d'imposer à notre mouvement. Tout débordement au cadre établi des parades pacifiées était attaqué physiquement par ces personnes, qui, obnubilées par cette image, était incapables de sortir de ce qui était considéré comme acceptable par les notables. La force du mouvement ayant ébranlé le printemps 2012 réside dans notre capacité de dépassement de ce qui était socialement acceptable dans la sphère publique.

Cette influence des “imagistes” n'a pas seulement existé dans la rue par la multiplication des “paciflics”, mais au sein même de notre organisation. Les conflits entre les différentes tendances au cœur de l'ASSÉ sont en partie le produit de ces “imagistes” qui ont pensé notre mouvement en vertu de l'image que l'on projette et non de notre autonomie organisationnelle permettant le dépassement de nos pratiques et des revendications acceptables pour l'*establishment* politique. Réfléchir l'action politique de l'ASSÉ en vertu de l'image projetée oblitère la question de la déformation de notre discours par le filtre des médias de masse. Par la défense d'une image acceptable aux yeux du pouvoir les imagistes en viennent à orienter l'ASSÉ pour en faire une organisation respectable aux yeux de l'État. La respectabilité que la CLASSE a réussi à obtenir au cours de la grève de 2012 n'est pourtant pas le produit de son alignement à ce que l'État considère comme respectable. Au contraire, nous avons réussi à nous faire respecter par l'État grâce à notre autonomie organisationnelle, qui nous a permis de créer un mouvement en rupture avec la politique de concertation touchant l'ensemble des mouvements sociaux. Les interventions répétées du comité média au cours de la grève de 2012 étaient symptomatiques de cette perspective “imagiste”. Plongé-e-s dans le monde de l'image, les membres du comité média ont été à de nombreuses reprises incapables de faire le lien avec ce qu'il se passait réellement sur le terrain et dans les assemblées générales, d'où le décalage ressenti par plusieurs d'entre nous entre ce que reportaient nos porte-paroles et ce que nous vivions.

Il nous semble d'ailleurs clair que cette tendance a été accentuée par la pénétration de notre organisation par des tenants de Québec Solidaire, de l'IRIS, mais aussi par d'autres que ces deux étiquettes grossières ne permettent pas d'amalgamer ici. Le but ici n'est pas de mener une chasse aux sorcières - même si elle est de notre goût, d'autres la mènent déjà avec un enthousiasme et une vigueur toute inquisitoriale. Les membres de QS ont tout à fait le droit de s'impliquer à l'ASSÉ, et l'IRIS a donné un bon coup de main à la campagne de grève. Seulement, il nous paraît nécessaire de dénoncer la mentalité, même inconsciente, que ces deux groupes tendent parfois à véhiculer. En effet, l'IRIS étant un think-tank et les membres de QS faisant partie d'un parti politique qui vise la prise du pouvoir par des moyens institutionnels sont nécessairement forts inquiétés par la question de notre ''respectabilité''. L'IRIS et QS, qui postulent à un rôle et des responsabilités dans le cadre du système actuel et qui sont loin de pouvoir compter sur une position hégémonique, se doivent d'être considérés comme des interlocuteurs ou des intervenants ''crédibles''. Mais crédible, dans le vocabulaire du pouvoir, est synonyme de conformiste. L'élite pose les limites à l'intérieur desquels le discours ou l'action est acceptable. Dans ces bornes, on peut participer au débat social, même sans être totalement pris au sérieux. Hors de ces normes, les propos et les actes sont considérés au mieux comme fantaisistes, au pire comme criminels. Nous croyons que la tentation - maintenant que l'ASSÉ est forte - de finalement être considéré-e-s comme un joueur d'envergure, d'avoir notre place concédée dans les débats sociaux, est grande et vient, à tout le moins en partie, des groupes susnommés. Les exemples sont multiples mais nous pourrions par exemple prendre le déplacement par l'IRIS du discours de l'ASSÉ qui passe de la question idéologique de la gratuité scolaire à une réflexion scolastique et comptable sur les frais de scolarité ou encore la volonté d'être présente au Sommet sur l'Éducation en tant qu'interlocutrice ''crédible''.

Les débats actuels entourant notre “respectabilité” ne prennent pas acte de ce que celle-ci a signifié pour de nombreux mouvements sociaux au cours des 30 dernières années. Nous n'avons qu'à penser au mouvement syndical qui encaisse depuis 1983 échec sur échec et qui continue à s'organiser de manière à être un interlocuteur crédible aux yeux de l'état. Ils semblent vouloir oublier qu'à la veille du front commun de 1972 (qui fut la plus importante grève générale de l'histoire de l'Amérique du Nord) la CSN et la FTQ avaient respectivement pour maxime “Ne comptons que sur nos propres moyens” et “L'État, rouage de notre exploitation”. Dans ces deux leitmotivs, nous pouvons observer cette volonté d'autonomie face à l'état et de construction de ces syndicats sur les mouvements réels et non sur l'image projetée des organisations. L'histoire nous démontre l'échec patent de cette tactique. Ce n'est pas par hasard que le pouvoir fait fi du champ du possible, du crédible le champ de l'impuissance et qu'il déclare comme inacceptable ou hors du réel tout discours ou action qui remet véritablement en cause sa pérennité...

La question de l'autonomie politique de l'ASSÉ et de sa capacité à se construire sur ses propres bases peut-être mise à mal par un autre phénomène inhérent à sa composition. L'ASSÉ en tant qu'organisation syndicale regroupe ses membres sur la base de leur statut d'étudiante ou d’étudiant. Ce faisant, l'autonomie politique dont nous avons parlé auparavant pourrait mener à l'unique défense des membres de l'organisation et ainsi tomber dans une posture corporatiste. Depuis sa fondation, l'ASSÉ s'est constituée en opposition aux fédérations étudiantes qui ont connu, au cours de leurs années d'existence, de nombreuses dérives corporatistes. Nous n'avons qu'à penser à la proposition de réinvestir dans l'éducation en coupant dans le secteur de la santé en 1995 ou de la tentative de préserver le gel des frais de scolarité en 1996 en échange de coupures de salaires pour les professeur-e-s ou de hausses pour la population étudiante étrangère. Nous ne pouvons penser les revendications de l'ASSÉ dans le vase clos de notre condition étudiante et il s'agit de les lier en permanence à la société dans son ensemble. Au cours du printemps, nous avons partiellement réussi cette tâche en ancrant notre critique de la hausse des frais de scolarité dans l'ensemble de la “révolution culturelle” proposée par le gouvernement libéral lors du budget de 2010.

L'opposition au néolibéralisme et au capitalisme doit servir de pierre angulaire à notre critique du système d'éducation et à la construction de nos campagnes annuelles au cours des prochaines années. En construisant notre mouvement dans une perspective critique du système économique capitaliste, nous nous permettons de ne pas sombrer dans le corporatisme qui condamne les mouvements sociaux au repli progressif sur soi. En effet, en travaillant en ce sens, nous nous donnons un outil d'analyse qui permet une critique cohérente des vices du système d'éducation en les mettant au diapason de ceux de la société.

Plus largement, il s'agit de considérer l'ASSÉ comme n'étant pas seulement un syndicat mais bien comme une organisation politique (qui a donc des principes fondamentaux) à la structure syndicale. Contrairement aux fédérations étudiantes qui se prétendent purement représentatives et anti-idéologiques, l'ASSÉ a pour but bien plus de défendre ses idées que de défendre ses membres propres. En effet, c'est l'ensemble des étudiantes et étudiants mais aussi plus largement l'ensemble du peuple que l'ASSÉ entend défendre à travers l'application d’idéaux telle que la gratuité scolaire. Ainsi, les associations qui se joignent à cette structure s'engagent à défendre et se battre pour ces idéaux visant la transformation du monde dans lequel nous vivons. C'est ce qui fait la force et la particularité de l'ASSÉ. Il serait catastrophique tant pour ce qu'est l'ASSÉ que pour les mouvements sociaux au Québec de renier ces idéaux qui nous font vivre dans le but de faire grandir l'organisation ou encore de paraître respectable à une société qui est bien loin de l'être elle-même. Comme tout est une question de point de vue, ayons au moins la décence de ne pas prendre celui de notre adversaire pour juger de nos activités...

«Nous devons refuser de nous faire une image de respectabilité qui soit l'image traditionnelle des possédant, des riches et des bourgeois. La respectabilité ce n'est une image. C'est ce à quoi on arrive, quand après des années on se retrouve fidèle à ses objectifs du début, fidèle à ses principes du début et fidèle à ses rêves du début. C'est de cette respectabilité-là que nous devons vivre nous. Voyez-vous, ce qui n'est pas respectable aujourd’hui peut l'être demain.»

-Pierre Bourgeault